

9 octobre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, au Palais législatif à Montevideo, sur l'aide au développement et les relations franco- uruguayennes, vendredi 9 octobre 1987.

Monsieur le président de l'Assemblée générale,

- Mesdames et messieurs,

- Ces quelques heures que j'aurai passées dans votre pays, en Uruguay, auront été pour moi particulièrement significatives.

- J'avais eu le plaisir de recevoir à Paris le Président Sanguinetti et j'avais promis à l'époque de venir un jour chez vous. Cette circonstance s'est produite plus tôt que je ne le croyais et je m'en réjouis. Sans doute ne sera-ce pas suffisant pour connaître l'Uruguay. La réception par le Président, la visite à l'Assemblée générale, au Parlement, la réception des ambassadeurs, diverses visites dans votre capitale, la rencontre aussi des compatriotes, tout cela composera un paysage déjà utile, mais non point complet de ce qu'est l'Uruguay dans son histoire, sa culture et sa géographie. Mais c'est déjà beaucoup, et combien n'auront pas cette chance qui est la mienne de pouvoir en si peu de temps rencontrer les pouvoirs, les responsables, les représentants principaux de votre peuple. Et puis, depuis ma jeunesse, comme beaucoup d'autres Français, l'Uruguay occupe une place dans mes mémoires et dans la mémoire collective de la France.

- Nous savons qui vous êtes, ce que vous représentez et ce qu'a été votre histoire, votre conquête sur les autres et sur vous-mêmes. Vous avez ajouté des pages à notre histoire littéraire. Quelques-uns des grands noms de la fin de notre siècle et du début de celui-ci ont véritablement illustré ce que la France a su exprimer dans le temps.

- Je tenais à rendre ce témoignage à la nation uruguayenne devant ses représentants pour bien marquer l'importance que revêt pour moi, que revêt pour mes compagnons de voyage et que revêt surtout pour le peuple français cette rencontre d'aujourd'hui. Je considère comme un honneur que de parler devant votre assemblée générale, de lui transmettre le message du peuple que je représente, message d'estime et d'amitié.

- Comme je le dis souvent dans les assemblées où je me rends - les assemblées étrangères - j'ai été moi-même longtemps parlementaire. Je connais les grandeurs et les servitudes de cette fonction, sous quelque latitude qu'on l'exerce. J'ai encore la preuve ici, devant vous, que la personnalité d'une nation et les forces qui la composent, ne s'expriment nulle part avec plus de vigueur et d'authenticité que dans un Parlement.

La démocratie pour vous, mesdames et messieurs, n'est pas un mot vide de sens. Vous en connaissez parfaitement le prix. D'abord parce que la démocratie, il est peu de pays qui l'aient servie avec autant de constance que l'Uruguay. Ensuite parce que vous avez dû la reconquérir contre ceux qui, pendant trop longtemps, ont tourné le dos à vos traditions et ont cru pouvoir imposer au peuple uruguayen un régime dont on aurait dit aujourd'hui qu'il n'était pas celui de leur assentiment. Il faut répéter encore et toujours qu'il n'est pas de légitimité plus haute que celle qui sort du suffrage universel et qu'il n'est pas de démocratie véritable hors du système représentatif pluraliste et que c'est d'abord le respect des droits de l'homme qui confère aux nations la force morale pour agir dans le monde.

- Mais vous le savez, et bien d'autres pays avec vous, à peine la démocratie est-elle restaurée, que d'autres défis se dressent sur son chemin. A peine la bataille pour les libertés politiques est-

elle gagnée que le problème du redressement économique et du développement social se pose et avec quelle acuité ! Enfin, je sais que telle est la détermination de l'Uruguay pour gagner ce nouveau combat. Le développement à lui seul ne suffit pas à garantir la démocratie, mais la démocratie sans le développement n'est qu'une illusion, une façon de trahir l'espoir du peuple. Vous avez su mieux que d'autres attaquer. Et non seulement en Amérique latine. Il nous entoure nous-mêmes en Europe, avec l'immense continent africain.

- Je crois à la responsabilité des pays riches, des pays industrialisés, pour faire en sorte que le vent de liberté qui souffle sur le continent latino-américain produise tous les fruits que vous en attendez. Et nous sommes et nous devons être solidaires de votre combat pour que, finalement le sous-développement cesse d'exercer ses ravages.

- Pour répondre aux appels qui me sont parvenus d'Amérique latine, notamment par l'intermédiaire du Président de la République uruguayenne, M. Sanguinetti, en sa qualité de secrétaire du groupe de Carthagène, je me suis efforcé, au nom de mon pays, de convaincre nos partenaires des pays les plus industrialisés, de stimuler la croissance en utilisant les excédents des pays riches, de reconstruire un système international capable d'assurer la stabilité des changes à un niveau raisonnable de taux d'intérêts, de combattre le protectionnisme en donnant suite le plus complètement possible aux conclusions de la réunion ministérielle de Punta del Este `GATT`. Et j'ai demandé que dans les négociations avec les pays endettés, les engagements et aménagements techniques soient mis en place pour parvenir à dominer cette crise.

En venant à Montevideo, je m'attendais à trouver une nation fière de ses traditions, dotée d'une personnalité affirmée, enracinée dans la solidarité occidentale, américaine, latine, les entretiens que j'ai eus et ceux que j'aurai avec vos dirigeants, mes premières visites dans votre capitale me confirment et me confirmeront dans la conviction que l'Uruguay est en mesure de faire entendre sa voix, une voix forte et écoutée, avec ténacité et pragmatisme.

- Votre pays a jeté avec ses deux voisins du Nord et du Sud les bases d'une intégration régionale qui constituera demain un pôle de stabilité et de coopération que nous apprécions hautement. Vous vous apprêtez à accueillir la réunion ministérielle préparatoire du Sommet des chefs d'Etat des huit pays latino-américains qui ont décidé de confronter leurs analyses et leurs projets. On voit déjà poindre le premier résultat de cette action à la manière dont ont été accueillies les dernières propositions des groupes en question, notamment ceux de Contadora et de Lima, ainsi que le plan du Président Arias.

- Bref, l'histoire semble s'être remise en marche en Amérique latine, en marche vers la paix et dans ce grand mouvement porteur d'espoir, je sais que l'Uruguay prend toute sa place. Quant à nos relations directes, bilatérales, je puis dire qu'elles vont bien. Elles pourraient être plus actives. Nous n'avons pas de contentieux, nous pouvons nourrir des projets. J'espère que cette rencontre le permettra demain, mieux qu'hier. Vous pouvez jouer encore un grand rôle au sein de la Conférence internationale sur les négociations commerciales qui s'ouvrent sur votre sol `à Punta del Este `GATT`. On peut compter sur votre souhait et sur votre volonté de nous aider à mettre à bas les barrières qui empêchent aujourd'hui le commerce international de se développer normalement.

- Mais je voudrais, avant de terminer, traiter d'un problème particulier qui me tient à coeur. Le fait que votre pays ait rétabli l'enseignement obligatoire du Français, vous vaut notre reconnaissance. C'est un acte de foi dans le rôle que les cultures latines - francophone, hispanophone, lusophone - que les langues romanes et particulièrement celles dont nous sommes, nous Français, si fiers, la nôtre, c'est la preuve, et vous en êtes les témoins et les acteurs, que nous sommes appelés à jouer un grand rôle dans le monde de demain.

- Soyez vivement remerciés, mesdames et messieurs, pour cette décision qui touche à l'essentiel de nous-mêmes c'est-à-dire aux structures de notre présence, de l'expression de notre langage.

- Je noterai également que répondant à notre vœu, votre pays est le premier à avoir décrété la création d'une commission gouvernementale visant à célébrer le bi-centenaire de la Révolution française. Je n'oublie pas davantage que l'Uruguay fut aussi le premier pays du monde à reconnaître officiellement le gouvernement de la France libre dès son installation à Alger à la fin

de l'année 1943.

- Eh bien mesdames et messieurs, c'est la France qui, après toutes ces marques d'amitié, est en dette avec vous. Nous avons à bâtir un avenir dans lequel votre place et la nôtre sont marquées. Rien ne nous rendra plus sûrs de vaincre les obstacles et d'assurer la pérennité de notre action, que le soutien et l'amitié d'un pays comme le vôtre.

- Monsieur le Président, j'ai été très sensible à vos paroles de tout à l'heure pour commencer cette séance. Soyez-en remercié et vous, mesdames et messieurs, soyez sûrs que je garderai un souvenir fidèle de ces quelques moments passés avec vous. Ils m'auront au moins permis de terminer cet exposé par ces mots si simples et si nécessaires,

- Vive l'Uruguay,

- Vive la France,

- Vive l'amitié franco - uruguayenne !

-\